

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/43100]

27 OCTOBRE 2021. — Arrêté royal déterminant les modalités d'octroi d'un subside à destination des communes dans le cadre de la Task Force Groupes vulnérables avec l'objectif de soutenir les communes dans la lutte contre les violences intrafamiliales

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69 bis, 1° ;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124 ;

Vu la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II) ;

Vu la loi du 22 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021 ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 9 juillet 2021 ;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 juillet 2021 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 28 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° Le ministre : la Ministre de l'Intérieur ;

2° Administration : la Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur ;

3° Violences intrafamiliales : toute forme de violence physique, sexuelle, psychologique ou économique qui se produit au sein du foyer ou entre anciens membres du même foyer, que l'auteur partage ou non la même résidence avec la victime ;

4° Réseau local VIF : l'approche multidisciplinaire au niveau local ayant pour objectif la prise en charge optimale de la situation de violence intrafamiliale ;

5° Ménage : le ménage constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun ;

6° Diagnostic local de sécurité : l'analyse réalisée en termes de sécurité sur une situation, un état - pour une période et sur un territoire déterminés - dans le but de mieux cerner les enjeux et défis, d'identifier les facteurs de risque au niveau local et de contribuer à déterminer les actions susceptibles de produire les résultats escomptés, compte tenu des ressources disponibles ;

7° Commune coordinatrice : la commune qui introduit et coordonne le projet pour le groupement de communes.

CHAPITRE II. — Procédure d'octroi du subside

Art. 2. Le ministre lance un appel à projets à destination de toutes les communes.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/43100]

27 OKTOBER 2021. — Koninklijk besluit betreffende de toekenningsmodaliteiten van een subsidie voor gemeenten in het kader van de Task Force Kwetsbare Groepen met als doel het ondersteunen van de gemeenten in de strijd tegen intrafamiliaal geweld

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 69bis, 1°;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II);

Gelet op de wet van 22 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 9 juli 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting van 15 juli 2021;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 28 juli 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing en het advies van Onze Ministers die hierover in de Raad beraadslaagd hebben,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° De minister: de Minister van Binnenlandse Zaken;

2° Administratie: de Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken;

3° Intrafamiliaal geweld: alle vormen van fysiek, seksueel, psychologisch of economisch geweld dat plaatsvindt binnen het huishouden of tussen voormalige leden van hetzelfde huishouden, ongeacht of de dader in dezelfde woning als het slachtoffer verblijft of heeft verbleven;

4° Lokaal netwerk IFG: een multidisciplinaire aanpak op lokaal niveau met het oog op optimale zorg van de situatie van intrafamiliaal geweld;

5° Huishouden: een huishouden bestaat ofwel uit een alleenstaande, veelal alleen levende persoon, ofwel uit twee of meer personen die, al dan niet door verwantschap aan elkaar verbonden, gewoonlijk in één en dezelfde woning verblijven en er gezamenlijk wonen;

6° Lokale veiligheidsdiagnostiek: analyse gerealiseerd in termen van veiligheid met betrekking tot een situatie, een toestand - voor een welbepaalde periode en grondgebied - met als doel het beter in kaart brengen van de problemen en uitdagingen, het identificeren van de risicofactoren op het lokale niveau en het helpen bepalen van de acties die tot de verwachte resultaten kunnen leiden, rekening houdende met de beschikbare middelen;

7° Coördinerende gemeente: gemeente die het project indient en coördineert voor de cluster van gemeenten.

HOOFDSTUK II. — Toekenningsprocedure subsidie

Art. 2. De minister richt een projectoproep aan alle gemeenten.

Art. 3. Parmi tous les projets introduits et déclarés recevables, les quinze projets ayant obtenu le score le plus élevé à l'ensemble des critères de fond tels que définis à l'article 7, sont sélectionnés.

Art. 4. Les projets sont sélectionnés au moyen de la clé de répartition suivante : huit projets de Flandre, cinq de Wallonie et deux de la Région Bruxelles-Capitale. Cette clé de répartition est obtenue en calculant la part régionale dans le nombre de ménages par rapport au total national.

Art. 5. L'administration évalue les critères de recevabilité suivants :

- 1° la proposition de projet est introduite dans les délais ;
- 2° le dossier introduit est complété dans son intégralité conformément au modèle établi par le ministre;
- 3° seules les communes peuvent introduire une proposition de projet ;
- 4° il existe une collaboration entre au moins deux communes ; si plusieurs communes collaborent, elles peuvent introduire une proposition de projet avec toutes les communes d'une même zone de police ;
- 5° un groupement de communes ne peut introduire qu'un seul dossier. Les communes qui collaborent désignent une commune coordinatrice qui introduit le projet, ainsi qu'une personne de contact au sein de cette commune coordinatrice ;
- 6° le projet a une portée d'au moins quinze mille ménages ;
- 7° la commune a réalisé un diagnostic local de sécurité pour le phénomène des violences intrafamiliales ;
- 8° un réseau local violences intrafamiliales est constitué en vue de l'échange d'informations entre les services concernés. Une approche multidisciplinaire de la problématique est préconisée à cet égard ;
- 9° une proposition de budget est insérée dans la proposition de projet, dans laquelle le co-financement par les communes concernées est prévu ;
- 10° la commune déclare que le projet bénéficiant du subside n'est pas financé par d'autres sources ;
- 11° une convention de collaboration entre communes concernées est insérée dans la proposition de projet.

Art. 6. Les propositions de projets recevables sont soumises à une analyse de contenu. Un groupe de pilotage externe est chargé de l'analyse de contenu et de la sélection des projets introduits, et est composé des représentants suivants :

- SPF Intérieur (DGSP) ;
- SPF Justice (SPC) ;
- SPF Santé publique ;
- Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes ;
- Police locale ;
- Commission permanente de la police locale ;
- Ministère Public ;
- Services d'aide en matière de violences intrafamiliales.

Art. 7. L'analyse du contenu, telle que visée à l'article 6, est réalisée sur base des critères suivants :

- 1° Développer des solutions innovantes ou de bonnes pratiques pour :
 - permettre aux victimes de violences intrafamiliales de chercher de l'aide ou de déclarer les faits, de manière très accessible ; et/ou
 - permettre aux auteurs de violences intrafamiliales de chercher de l'aide, de manière très accessible ; et/ou
 - sensibiliser les témoins de violences intrafamiliales ; et/ou
 - sensibiliser et/ou former les professionnels qui entrent en contact avec des victimes de violences intrafamiliales ;
- 2° Mettre en place ou associer des structures de concertation multidisciplinaires locales en vue d'une approche préventive ou de la lutte contre les violences intrafamiliales avec les acteurs locaux de l'aide. Impliquer et collaborer avec les acteurs de terrain déjà présents, et collaborer avec partenaires comme la police, les entreprises, les structures existantes de soins de santé de première ligne ;
- 3° La durabilité : développement d'une méthodologie permettant un ancrage structurel du projet dans l'organisation des communes ;

Art. 3. Uit alle ingediende projecten die ontvankelijk zijn, worden vijftien projecten die het best scoren op het geheel van de vastgelegde inhoudelijke criteria, zoals bepaald in artikel 7, geselecteerd.

Art. 4. De projecten worden geselecteerd via de volgende verdeel-sleutel: acht projecten uit Vlaanderen, vijf uit Wallonië en twee uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze verdeelsleutel wordt bekomen door de berekening van het gewestelijke aandeel in het aantal huishoudens ten opzichte van het nationale totaal.

Art. 5. De administratie beoordeelt de volgende ontvankelijkheids-criteria:

- 1° het projectvoorstel is tijdig ingediend;
- 2° het ingediende dossier is volledig ingevuld volgens het model vastgelegd door de minister;
- 3° enkel gemeenten kunnen een projectvoorstel indienen;
- 4° er is een samenwerking tussen minstens twee gemeenten; Als meerdere gemeenten samenwerken kunnen ze het projectvoorstel indienen met alle gemeenten van één politiekezone;
- 5° per cluster van gemeenten kan slechts één projectvoorstel worden ingediend. De samenwerkende gemeenten duiden een coördinerende gemeente aan die het project indient en duiden een contactpersoon binnen die coördinerende gemeente aan;
- 6° het project dient minstens een bereik te hebben van vijftienduizend huishoudens;
- 7° de gemeente heeft een lokale veiligheidsdiagnostiek opgemaakt voor het fenomeen intrafamiliaal geweld;
- 8° een lokaal netwerk intrafamiliaal geweld wordt opgericht waarin de uitwisseling van informatie tussen de betrokken diensten plaatsvindt. Een multidisciplinaire aanpak van de problematiek wordt hierbij vooropgesteld;
- 9° een budgetvoorstel is opgenomen in de projectaanvraag, waarbij de co-financiering door de betrokken gemeenten is voorzien;
- 10° de gemeente verklaart dat het met de subsidie gesteunde project niet wordt gefinancierd door andere financieringsstromen;
- 11° een samenwerkingsovereenkomst tussen de betrokken gemeenten is opgenomen in het projectvoorstel.

Art. 6. De ontvankelijke projectvoorstellen worden onderworpen aan een inhoudelijke analyse. Een externe stuurgroep staat in voor de inhoudelijke analyse en selectie van de ingediende projecten, en bestaat uit volgende vertegenwoordigers:

- FOD Binnenlandse Zaken (ADVP);
- FOD Justitie (DSB);
- FOD Volksgezondheid;
- Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen;
- Lokale Politie;
- Vaste Commissie van de Lokale Politie;
- Openbaar Ministerie;
- Hulpverlening inzake intrafamiliaal geweld.

Art. 7. § 1. De inhoudelijke analyse, zoals bedoeld in artikel 6, gebeurt op basis van volgende criteria:

- 1° Lanceren van innovatieve oplossingen of goede praktijken voor:
 - een laagdrempelige manier voor slachtoffers van intrafamiliaal geweld om hulp te zoeken of om aangifte te doen; en/of
 - een laagdrempelige manier voor daders van intrafamiliaal geweld om hulp te zoeken; en/of
 - het sensibiliseren van getuigen van intrafamiliaal geweld; en/of
 - het sensibiliseren en/of opleiden van professionals die in contact komen met slachtoffers van intrafamiliaal geweld;
- 2° Opzetten of verbinden van lokale multidisciplinaire overlegstructuren voor een preventieve aanpak of bestrijding van intrafamiliaal geweld met lokale hulpverleningsactoren. Betrekken van en samenwerking met de reeds aanwezige terreinwerkers en samenwerking met partners zoals politie, bedrijven, bestaande eerstelijnsstructuren in de gezondheidszorg;
- 3° Duurzaamheid: ontwikkeling van een methodiek waarbij het project verder structureel kan worden ingebed in de organisatie van de gemeenten;

4° La participation citoyenne : comme par exemple, l'implication des citoyens, des témoins, la création de groupes de pairs pour les victimes et/ou auteurs, etc.

§ 2. Préalablement à l'analyse du contenu des propositions de projets, le groupe de pilotage externe, tel que visé à l'article 6, établit un cadre d'évaluation dans lequel une pondération est accordée aux différents critères énumérés au § 1 de cet article. Ce cadre d'évaluation est mentionné dans l'appel.

CHAPITRE III. — Modalités financières concernant l'octroi du subside

Art. 8. Le budget total alloué pour ce projet provenant du Fonds Groupes vulnérables est de 1.500.000 euros.

Art. 9. Le SPF Intérieur conclut des conventions de subsides avec les quinze communes 'coordinatrices' sélectionnées. Un montant forfaitaire de 100.000 euros est octroyé à chaque projet.

Art. 10. Le subside octroyé pour le lancement du projet est valable pour une période de deux ans, à compter de la date de signature de la convention.

Art. 11. Le subside est versé à la commune coordinatrice sous la forme d'une avance de 40% du montant total, au début de la convention. Le solde est versé après contrôle approfondi des pièces justificatives transmises par la commune coordinatrice.

Art. 12. Un maximum de trente pour cent du subside peut être consacré à couvrir les frais de personnel. Le montant restant du subside est consacré aux moyens de fonctionnement du projet.

Art. 13. § 1. La commune regroupe toutes les dépenses liées à l'exécution de la convention dans un dossier financier qui peut être réclamé à tout moment par le SPF Intérieur.

§ 2. Ce dossier financier est transmis au plus tard un mois après la date de fin du projet, et ce, par voie électronique via la plateforme ICT en ligne qui lui est dédiée.

Art. 14. § 1. Le ministre détermine les conditions d'octroi, d'utilisation et de contrôle des aides financières.

§ 2. Si l'examen du dossier financier fait apparaître que les dépenses réalisées ne correspondent pas aux critères de contenu tels que visés à l'article 7, ou en cas de non-respect des dispositions prévues par la convention, le ministre peut refuser ou réclamer l'entière ou une partie du montant des dépenses.

CHAPITRE IV. — Suivi et évaluation

Art. 15. Les communes sélectionnées se réunissent tous les quatre mois avec le SPF Intérieur. La teneur de ces réunions est axée sur le suivi, la concertation et l'échange d'expériences pratiques et d'expertise locale.

Art. 16. § 1. La commune dresse un rapport d'évaluation relatif à l'exécution de la convention conclue avec le SPF Intérieur, sur base du diagnostic de sécurité violences intrafamiliales, des constatations sur le terrain et d'une analyse des critères de contenu.

§ 2. Le ministre détermine les indicateurs pour l'évaluation d'impact et les modalités de cette évaluation.

Un modèle de rapport d'évaluation est mis à disposition par l'administration.

§ 3. Sur la base des indicateurs visés au § 2, le SPF Intérieur établit un rapport d'évaluation globale qui pourra être utilisé pour l'élaboration de décisions politiques futures ou dans le cadre de recherches scientifiques.

Art. 17. Le rapport d'évaluation, tel que visé à l'article 16, doit être intégralement complété et soumis à l'administration, par voie électronique, au plus tard trois mois après la fin du projet.

4° Burgerparticipatie: zoals bijvoorbeeld, het betrekken van burgers, getuigen, de creatie van lotgenotengroepen voor slachtoffers en/of daders, enz.

§ 2. De externe stuurgroep, zoals bedoeld in artikel 6, maakt, voorafgaand aan de inhoudelijke analyse van de projectvoorstellen, een beoordelingskader op waarbij een wegingscoëfficiënt wordt toegekend aan de verschillende criteria, opgesomd in § 1 van dit artikel. Dit beoordelingskader staat vermeld in de oproep.

HOOFDSTUK III. — Financiële modaliteiten inzake de toekenning van de subsidie

Art. 8. Er is voor het project een totaal budget voorzien van 1.500.000 euro uit het Fonds Kwetsbare Groepen.

Art. 9. De FOD Binnenlandse Zaken sluit overeenkomsten af met de vijftien geselecteerde coördinerende gemeenten. Aan elk project zal een forfaitair bedrag van 100.000 euro worden toegekend.

Art. 10. De toegekende subsidie om het project uit te rollen is geldig voor een periode van twee jaar, te rekenen vanaf de datum van ondertekening van de overeenkomst.

Art. 11. De subsidie wordt uitbetaald onder vorm van een voorschot van 40% van het totaal bedrag aan de coördinerende gemeente, bij aanvang van de overeenkomst. Het saldo zal gestort worden na grondige controle van de door de coördinerende gemeente ingediende verantwoordingsstukken.

Art. 12. Er mag maximum dertig procent van de subsidie besteed worden aan personeelskosten. Het overige bedrag van de subsidie dient besteed te worden aan de werkmiddelen voor het project.

Art. 13. § 1. De gemeente moet alle uitgaven verbonden aan de uitvoering van de overeenkomst bundelen in een financieel dossier dat ten allen tijde door de FOD Binnenlandse Zaken kan worden opgevraagd.

§ 2. Dit financieel dossier wordt uiterlijk één maand na datum van afloop van het project elektronisch overgezonden via het online ICT-platform dat hieraan is gewijd.

Art. 14. § 1. De minister bepaalt de toekennings-, toepassings- en controlevoorwaarden van de financiële hulp.

§ 2. Wanneer uit de controle van het financieel dossier blijkt dat de uitgaven niet stroken met de inhoudelijke criteria, zoals bepaald in artikel 7, of in geval van niet-naleving van de bepalingen voorzien in de overeenkomst, kan de minister het gehele of gedeeltelijke bedrag van de uitgaven weigeren of terugvorderen.

HOOFDSTUK IV. — Opvolging en evaluatie

Art. 15. De geselecteerde gemeenten nemen deel aan een viermaandelijks overleg met de FOD Binnenlandse Zaken. De inhoud van deze overlegmomenten is toegespitst op opvolging, overleg en uitwisseling van praktische ervaringen en lokale expertise.

Art. 16. § 1. De gemeente dient een evaluatieverslag op te maken over de uitvoering van de overeenkomst afgesloten met de FOD Binnenlandse Zaken, op basis van de lokale veiligheidsdiagnostiek intrafamiliaal geweld, de vaststellingen op het terrein en een analyse van de inhoudelijke criteria.

§ 2. De minister bepaalt de indicatoren voor impactevaluatie en de voorstellingsmodaliteiten van deze evaluatie.

Een model van dit evaluatieverslag wordt ter beschikking gesteld door de administratie.

§ 3. De FOD Binnenlandse zaken zal op basis van de indicatoren, zoals bedoeld in § 2, een globaal evaluatierapport opmaken, dat kan aangewend worden voor de uitwerking van toekomstige beleidsbeslissingen of in het kader van wetenschappelijk onderzoek.

Art. 17. Het evaluatieverslag, zoals bedoeld in artikel 16, dient volledig ingevuld, via elektronische weg, overgemaakt te worden aan de administratie en dit ten laatste drie maanden na het aflopen van het project.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 18. Le ministre qui a les affaires intérieures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté, et désigne les quinze communes coordinatrices sélectionnées avec lesquelles un accord sera conclu conformément à l'article 9 du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 octobre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Nouveau démocratique,
A. VERLINDEN

HOOFDSTUK V. — *Eindbepaling*

Art. 18. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, is belast met de uitvoering van dit besluit, en duidt de vijftien geselecteerde coördinerende gemeenten aan, waarmee een overeenkomst wordt afgesloten, overeenkomstig artikel 9 van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/43052]

25 OCTOBRE 2021. — Arrêté ministériel portant renouvellement de l'agrément d'un système centralisé de prêts d'instruments financiers pris en exécution des articles 73⁵ à 73¹² de l'AR/CIR 92 fixant les conditions d'agrément auxquelles doit satisfaire un système centralisé de prêts d'instruments financiers intégré dans un système de paiement et de règlement des opérations sur titres et la période durant laquelle l'agrément peut être octroyé

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 261, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), inséré par la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, modifié par la loi du 26 décembre 2015 ;

Vu les articles 73⁵ à 73¹² de l'arrêté royal d'exécution du CIR 92 (AR/CIR 92), insérés par l'arrêté royal du 29 novembre 2000 portant exécution de l'article 203, § 2, alinéa 6, 2°, CIR 92 et complétant le plan des conditions auxquelles doit satisfaire un système centralisé de prêts d'actions ou parts intégré dans un système de paiement et de règlement des opérations sur titres et la période durant laquelle l'agrément peut être octroyé, l'AR/CIR 92, et modifiés par les arrêtés royaux des 20 janvier 2005, 30 juillet 2010, 5 décembre 2011, 22 mai 2017 et 29 août 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2004 portant agrément du système centralisé de prêts d'instruments financiers dont Euroclear Bank est le gestionnaire en tant que système centralisé de prêts d'actions ou parts au sens de l'article 73⁵ de l'AR/CIR 92 ;

Vu que l'agrément mentionnée ci-dessus a été renouvelé par arrêtés ministériels du 20 novembre 2006 pour une période de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2007 jusqu'au 31 décembre 2011, du 25 novembre 2011 pour une période supplémentaire de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2012 jusqu'au 31 décembre 2016 et du 7 décembre 2016 pour une période supplémentaire de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2021 ;

Vu la demande introduite par la société anonyme Euroclear Bank le 6 octobre 2021, visant à renouveler l'agrément en tant que système centralisé de prêts d'instruments financiers au sens de l'article 73⁵ de l'AR/CIR 92 du système centralisé de prêts d'instruments financiers dont Euroclear Bank est le gestionnaire ;

Vu le fait qu'il est important que ce système centralisé de prêts d'instruments financier continue à être agréé sans interruption ;

Vu les conditions générales qui régissent le système centralisé de prêts d'instruments financiers géré par Euroclear Bank, intitulées 'Supplementary Terms and Conditions governing the Lending and Borrowing of Securities through Euroclear', et complétées par la partie V - 5 - Securities Lending and Borrowing Program des 'Operating Procedures of the Euroclear System' ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C - 2021/43052]

25 OKTOBER 2021. — Ministerieel besluit tot hernieuwing van de erkenning van een gecentraliseerd systeem voor het lenen en het ontlenen van financiële instrumenten genomen in uitvoering van de artikelen 73⁵ tot 73¹² van het KB/WIB 92 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden waaraan een gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van financiële instrumenten dat geïntegreerd is in een betalings- en afwikkelingssysteem van effectenverrichtingen moet voldoen en de periode tijdens dewelke de erkenning kan worden verleend

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 261, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), ingevoegd bij de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten, gewijzigd bij de wet van 26 december 2015 ;

Gelet op de artikelen 73⁵ tot 73¹² van het koninklijk besluit ter uitvoering van het WIB 92 (KB/WIB 92), ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 november 2000 tot uitvoering van artikel 203, § 2, 6e lid, 2°, WIB 92 en tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden waaraan een gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van aandelen dat geïntegreerd is in een betalings- en afwikkelingssysteem en de periode gedurende dewelke de erkenning kan worden verleend, en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 januari 2005, 30 juli 2010, 5 december 2011, 22 mei 2017 en 29 augustus 2019 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 oktober 2004 tot erkenning van het gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van financiële instrumenten waarvan Euroclear Bank de beheerder is als gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van aandelen in de zin van artikel 73⁵ van het KB/WIB 92 ;

Gelet op het feit dat de hogervermelde erkenning werd hernieuwd bij ministeriële besluiten van 20 november 2006 voor een periode van vijf jaar vanaf 1 januari 2007 tot 31 december 2011, van 25 november 2011 voor een aanvullende periode van vijf jaar vanaf 1 januari 2012 tot 31 december 2016 en van 7 december 2016 voor een aanvullende periode van vijf jaar vanaf 1 januari 2017 tot 31 december 2021 ;

Gelet op de aanvraag ingediend door de naamloze vennootschap Euroclear Bank op 6 oktober 2021, om de erkenning te vernieuwen als gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van financiële instrumenten in de zin van artikel 73⁵ van het KB/WIB 92 van het gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van financiële instrumenten waarvan Euroclear Bank de beheerder is ;

Gelet op het feit dat het belangrijk is dat de erkenning van dit gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van financiële instrumenten zonder onderbreking doorloopt ;

Gelet op de algemene voorwaarden die van toepassing zijn op het gecentraliseerd systeem voor het lenen en ontlenen van financiële instrumenten, beheerd door Euroclear Bank, genaamd 'Supplementary Terms and Conditions governing the Lending and Borrowing of Securities through Euroclear', en aangevuld door deel V - 5 - Securities Lending and Borrowing Program van de 'Operating Procedures of the Euroclear System' ;